

Projet de recommandation Forum africain de la participation citoyenne

Quelques recommandations :

Aux acteurs de la société civile :

- Promouvoir la charte africaine de la participation citoyenne adoptée dans le cadre de la session spéciale sur les TIC et la Gouvernance Locale et suivre le processus de sa mise en œuvre par les acteurs concernés ;
- Mettre en place et animer des Universités Itinérantes Citoyennes pour la vulgarisation des budgets des communes et le renforcement du rôle de contrôle citoyen des populations sur les actions mises en œuvre par les pouvoirs publics locaux ;
- Animer dans les pays africains des réseaux citoyens utilisant les TIC pour exiger la redevabilité sociale des élus et des entreprises privés, reliés au Réseau Africain TIC-GOUV et capitaliser les acquis du travail de ce réseau pour les mutualiser dans le cadre des forums nationaux, internationaux et d'Africités ;
- Mettre en place des observatoires des services sociaux de base et encourager les mouvements associatifs à intégrer l'utilisation des TIC dans leurs activités et programmes de contrôle ou de suivi indépendant des politiques publiques ;
- Sensibiliser les administrations africaines sur le rôle stratégique des TIC dans l'amélioration de la gouvernance, et mettre en œuvre des plans de plaidoyer et de suivi des politiques valorisant l'usage des TIC.

Aux CTD

- Signer et prendre des mesures pour mettre en œuvre la charte africaine de la participation citoyenne ;
- Mettre en place et animer des écoles de la gouvernance locale pour contribuer à la formation citoyenne des habitants, au renforcement des observatoires citoyens, à la transparence du budget et des politiques mises en œuvre par les communes ;
- S'engager dans des actions de coopération sous-régionale et internationale, en particulier avec l'Amérique Latine, pour échanger les expériences et renforcer les capacités dans le domaine des TIC et de la gouvernance ;
- Créer des centres de ressources de proximité destinés au renforcement des capacités d'utilisation des TIC pour la redevabilité sociale et veiller à ce que ces centres soient animés en partenariat avec le réseau TIC-GOUV ;
- Développer des partenariats locaux communes-société civile-opérateurs de télécommunication pour faciliter l'utilisation des solutions TIC et réduire leurs coûts dans le cadre des programmes d'amélioration de la gouvernance.
- Adopter l'approche participative dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans communaux de développement, des programmes pluriannuels et annuels d'investissement en veillant à utiliser les TIC et le Budget Participatif comme outils de suivi et de contrôle citoyen de la mise en œuvre des plans et programmes élaborés et exécutés.

Aux gouvernements :

- Prendre en compte les principes et les propositions de la charte africaine de la participation citoyenne dans les processus de planification et de mise en œuvre des programmes d'amélioration de la gouvernance locale ;
- Associer le réseau africain TIC-Gouv à la préparation, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des politiques publiques en général et des politiques de renforcement de la gouvernance locale en particulier ;
- Appuyer les collectivités territoriales décentralisées dans l'élaboration participative et la mise en œuvre des plans participatifs de développement, des programmes pluriannuels et annuels d'investissement en veillant à promouvoir les budgets participatifs utilisant les TIC comme outils de suivi et de contrôle citoyen de la mise en œuvre des plans et programmes élaborés et exécutés par les communes ;

- Elaborer et Mettre en œuvre des programmes concertés et participatifs d'appui aux collectivités territoriales décentralisées (CTD) prenant en compte la participation des acteurs, l'implication et la responsabilisation des citoyens dans les cycles de planification, de programmation ainsi que dans les dispositifs de suivi évaluation ;
- Prendre des mesures législatives et réglementaires pour faciliter l'accès des communes aux réseaux de communication, encourager et soutenir l'utilisation des Tic pour la gouvernance locale et la redevabilité sociale.

A CGLUA

- Créer un groupe de travail sur les TIC et la gouvernance Locale et impliquer le réseau africain TIC-GOUV dans la liste des partenaires engagés pour son animation ;
- Dans le cadre des prochaines éditions du sommet africités, inclure les problématiques relatives aux usages des TIC pour la gouvernance locale dans les sessions thématiques et les programmes de travail de CGLUA.